

# *Le centre de l'Europe et la guerre en Irak*

---

**Dans le contexte de la crise irakienne développée par Washington, la diplomatie américaine réussit depuis plus d'un an à fixer l'ordre du jour des débats internationaux et à mobiliser les moyens en sa faveur. À l'heure actuelle, il est devenu assez clair que, parmi ses toutes premières priorités, la stratégie de l'Administration de Bush II vise l'introduction de la discorde en Europe. Réalisant l'importance croissante de l'Union européenne, elle cherche à la diviser autant que faire se peut, avec la complicité de nombreux de ses gouvernants, et en dépit de l'opinion publique.**

---

*PAR NICOLAS BÁRDOS-FÉLTONYI*

Les gouvernements centre-européens ont soutenu, en dépit de leurs opinions publiques, les positions de Washington: trois d'entre eux ont signé la déclaration des Huit. Une autre déclaration, approuvée par le groupe de Vilnius, a été signée par les gouvernements de dix pays centre-européens, dont huit adhéreront en 2004 et deux sont en négociations.

Au début de février 2002, un sondage Gallup indiquait que 82 % de la population de l'Union européenne et 72 % de celle des pays du centre de l'Europe étaient hostiles à une

guerre contre l'Irak ne bénéficiant pas de l'aval de l'O.N.U. À ma connaissance, aucun gouvernement centre-européen n'a consulté ses voisins, ni ses alliés au sein de l'Otan, ni les pays membres de l'Union européenne, avant de marquer son accord avec les positions américaines. Sauf le gouvernement hongrois, tous ces gouvernements ont agi « comme des grands », sans consultation parlementaire. Ils se référaient à des obligations découlant du traité de l'Otan, qu'ils en soient membres ou simplement partenaires des programmes « pour la paix ».

Or, aucune obligation multilatérale n'est évocable au sein de l'Otan et aucune obligation militaire bilatérale n'existe entre les pays centre-européens et les États-Unis d'Amérique. La déclaration de Washington de l'Otan en 1999, qui mentionne la question du terrorisme et celle d'« interventions hors zone », n'a jamais été ratifiée par aucun parlement des pays membres de l'Otan ou des pays du centre de l'Europe. Ces soi-disant obligations s'avèrent simplement des fantasmagories politico-diplomatiques. Elles sont acceptées et exécutées sans respect des règles démocratiques et contre l'avis des peuples concernés.

### **GOVERNANTS ET IMAGINAIRE POPULAIRE PROAMÉRICAIN**

Le comportement des gouvernants est tout à fait compréhensible, comme on le verra par après. De plus, jusqu'à il y a peu, peut-être jusqu'à l'avènement de Bush II et avec les événements meurtriers en Palestine-Israël, il faut reconnaître que l'Amérique bénéficie, dans l'imaginaire des peuples d'Europe et plus particulièrement d'Europe centrale, d'un prestige important. Il y a à cela au moins cinq raisons.

*Primo*, tous ces peuples ont connu, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une misère agricole atroce. Des millions et des millions de paysans sont partis vers les États-Unis à la recherche de terres riches et productives.

*Secundo*, de nombreuses personnes persécutées par les régimes nazi ou fasciste, puis soviétique, se sont réfugiées dans cette Amérique qui

représentait pour eux un havre de paix.

*Tertio*, tous ceux qui ont craint l'Union soviétique ont vu dans les États-Unis un pays qui les défendrait. C'est particulièrement vrai quant aux intérêts proprement capitalistes qui voient dans les États-Unis la garantie ultime du droit absolu à la propriété privée. Fondés sur ces raisons jusqu'à un certain point, les mythes des « possibilités infinies » et de l'« oncle d'Amérique » datent de cette époque.

*Quarto*, beaucoup considèrent qu'au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis ont trois fois sauvé l'Europe, du moins l'Europe occidentale, face à l'expansionnisme de Guillaume II et de Hitler et du risque d'expansionnisme de Staline. De plus, quelques-uns voient même l'existence des États-Unis comme un obstacle à des conflits intra-européens. L'Europe n'a qu'à être reconnaissante pour toujours, exigèrent ainsi les « atlantistes » européens dont, me semble-t-il, le nombre est en réduction sensible ces derniers temps. Cette réduction risque de se muer en une sorte de racisme malvenu et de devenir dangereux du point de vue des relations transatlantiques.

Enfin, plus récemment, l'élite centre-européenne est devenue pro-américaine alors qu'elle est, dans sa grande majorité, issue des partis uniques antérieurs — mais il faut dire que Washington leur apporte une légitimité rapide. Entre la moitié et les trois quarts des dirigeants politiques centre-européens sont ainsi d'anciens membres des partis bolcheviques. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et leurs efforts coloniaux en Asie et en Amérique latine, les dirigeants américains ont toujours eu

un penchant pour les hommes forts. Néanmoins, ces dirigeants centre-européens vieillissent et ils disparaîtront dans les prochaines années.

Comparée aux États-Unis, l'Union européenne se trouve dans une situation délicate. D'aucuns en Europe n'oublient pas aussi vite les atteintes aux droits de l'homme des dictatures nazie et communistes. En outre, l'Union européenne, par nature, n'est jusqu'ici guère capable d'égaliser l'influence américaine. Avec l'adhésion progressive des pays centre-européens à l'Union européenne, la position de cette dernière changera sans doute substantiellement par rapport à une telle volonté.

### **L'ALIGNEMENT SUR WASHINGTON EST-IL ÉTERNEL ?**

L'ensemble de ces raisons, mais surtout la dernière, prévalait dès l'été 2002 dans le chef des gouvernements polonais et hongrois, qui offrent leur territoire à de nouvelles bases à l'armée américaine. L'espoir « d'être reconnu par l'Occident », autrement dit par Washington, incite aussi les gouvernements bulgare et roumain à l'obséquiosité. La pénétration de l'armée américaine au centre de l'Europe se confirme et elle obéit aux nouvelles tendances de la politique de Washington d'« alliances sélectives ». Son armée dispose déjà de dizaines de bases militaires d'importance au centre de l'Europe, de la mer Baltique jusqu'à la mer Noire et en Méditerranée. En Hongrie, il est question de construire un gigantesque hôpital militaire, précédemment prévu en Allemagne, de participer au système de défense antimissiles et d'ouvrir de nouvelles

bases. Washington y forme également des Irakiens, dans une base occupée depuis le début des années nonante, à Taszár. Des déclarations ont évoqué le besoin de « traducteurs », puis « d'administrateurs » avant de reconnaître enfin qu'il s'agit de « mercenaires ».

En Pologne existe un projet de construction de cinq bases pour l'armée de terre et cinq autres pour l'armée de l'air pour pouvoir évacuer les installations allemandes. La Pologne a décidé, en décembre 2002, d'acheter des avions de chasse américains.

En Bulgarie, l'énorme aéroport de Sarafovo, près de la mer Noire, précédemment utilisé par les Soviétiques, a été mis à la disposition des États-Unis, qui en Roumanie disposent aussi de deux bases importantes. Officieusement, on parle encore de la Slovaquie et de la République tchèque, où la présence américaine serait renforcée. Ne dit-on pas que le président polonais Kwasniewski pourrait succéder à Robertson, démissionnaire, comme secrétaire général de l'Otan ?

Beaucoup pensent néanmoins que l'attitude pro-Washington des pays centre-européens disparaîtra progressivement, avant 2004 peut-être, année d'adhésion à l'Union européenne pour la plupart d'entre eux. Il y a plusieurs raisons à cela.

D'une part, comme dans certains pays d'Europe occidentale, le fossé entre l'opinion publique et les gouvernements ne fait que se creuser. Pour ces derniers, ce sera de moins en moins tenable du point de vue électoral. L'opinion publique centre-européenne est « anti-guerre sans mandat de l'O.N.U. », comme celle de l'Union européenne.

D'autre part, les investissements et les placements américains ne représentent que 10 à 15 % du total dans le centre de l'Europe, alors que la part, par exemple, de la R.F.A. est de l'ordre de 50 %.

De plus, l'empressement de certains dirigeants centre-européens à souscrire aux communiqués rédigés par Washington soulèvent dès à présent des débats véhéments — en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie...

Par ailleurs, les pays du centre de l'Europe ne minimisent pas le risque de voir, s'ils maintiennent leur position actuelle, la France, voire l'Allemagne, exiger d'eux l'application strictes des règles en matière de protection de frontières et de lutte anticorruption, ce qui générerait leurs élites. Il pourrait en être de même à propos de la question de la ratification de leur entrée à l'Otan.

Enfin, les peuples centre-européens réaliseront de plus en plus que leurs intérêts économiques se trouvent de ce côté-ci de l'Atlantique et que l'U.E. est mieux placée pour défendre leur politique extérieure, et même leur sécurité nationale.

Tentée traditionnellement par l'idée de neutralité, la majorité des populations centre-européennes est hésitante quant à l'opportunité de l'adhésion à l'Otan, alors que les gouvernants, qui « bénéficient » de l'élargissement, en sont enchantés. Peut-être, instinctivement, les populations ressentent-elles que, entre Est et Ouest, la garantie de sécurité de l'Union européenne s'avère meilleure que celle, discutable, de l'Otan, dont l'application reste entièrement dépendante du

bon vouloir des États-Unis. Il faut être réaliste. Les États-Unis risqueraient-ils la vie de leurs soldats et l'existence de leur sanctuaire nucléaire pour défendre contre la Russie des citoyens hongrois, estoniens, bulgares ?

### **RÉFÉRENDUMS DANS LES PAYS CENTRE-EUROPÉENS**

C'est entre avril et septembre 2003 que se dérouleront les référendums sur l'adhésion à l'Union européenne dans les pays d'Europe centrale. Il est à remarquer que tous ces pays organisent des référendums sur cette adhésion, alors qu'il n'est pas question d'en faire à propos de l'Otan. Or, la perte de souveraineté s'avère bien plus grande dans ce dernier cas. Même en 1999, lorsque la Hongrie, la République tchèque et la Pologne y ont adhéré, la Hongrie a été la seule à organiser une consultation populaire. Elle a recueilli l'approbation de 25 % d'électeurs alors que 50 % se sont abstenus, et les médias n'ont guère fait place aux débats contradictoires. Selon une récente enquête d'opinion en Pologne, 66 % de l'électorat comptent se rendre aux urnes, et 70 % d'entre eux voteraient pour l'adhésion à l'Union européenne. En Pologne comme en République tchèque, les gouvernements sont politiquement très affaiblis, voire minoritaires, mais il existerait un consensus entre les partis pour ne pas provoquer d'élections avant les référendums d'adhésion.

Le *Financial Times* du 31 janvier 2003 a publié des tableaux statistiques intéressants quant au comportement des pays centre-euro-

péens, de l'U.R.S.S./Russie et des États-Unis par rapport aux votes de l'Union européenne lors des votes à l'O.N.U. Ce comportement s'expri-

me en termes d'indices de divergence où le nombre 100 représente le maximum et zéro le minimum de divergence :

	1979	1985	1989	1995	2000
Centre de l'Europe	63	52	29	5	1
U.R.S.S./Russie	70	56	33	16	19
États-Unis	17	40	52	27	45

Les pays qui nous intéressent ici, comme la Russie, votent en moyenne très différemment de l'Union européenne en 1979, alors qu'ils s'en approchent assez fort en 2000. Contrairement à cette évolution, les États-Unis se distancient beaucoup de l'Union européenne de 1979 à 1989, puis le comportement de vote américain par rapport à cette dernière se stabilise. Cette évolution des États-Unis s'accroît évidemment lorsqu'il s'agit de votes ou de vœux américains concernant le Moyen-Orient.

### **HUNTINGTON - BEN LADEN, MÊME COMBAT ?**

Aussi paradoxal que cela puisse apparaître dans le contexte actuel, il me semble qu'entre autres, l'affaire de l'Irak a révélé la crise, peut-être majeure, que connaissent les États-Unis, qui n'est certes pas sans répercussions sur les pays du centre de l'Europe. Je ne puis qu'énumérer rapidement quelques arguments à ce propos.

Sur le plan militaire, les États-Unis fonctionnent comme Moloch : en 1999, l'inefficacité technique paten-

te s'est dramatiquement révélée en Serbie ; en 2001/2002, l'intervention en Afghanistan a manqué ses buts, c'est-à-dire la capture des « dirigeants terroristes », ainsi que le contrôle et la démocratisation du pays ; en 2002-2003, six mois de préparation ne suffisent guère pour se préparer convenablement à une attaque contre l'Irak, qui n'est finalement qu'un nain géostratégique. Fidèles à la doctrine militaire du ministre de la Défense américain, les « coups de poing » spectaculaires ne peuvent plus cacher les faits, et l'élimination du régime autoritaire en Irak ne contredit point l'appréciation militaire.

Sur le plan de la politique intérieure, la « démocratie oligarchique » ne paraît plus convaincante. Devenant progressivement bi- ou trinationaux, les électeurs s'abstiennent massivement et, par conséquent, les présidents élus ne bénéficient que de peu de légitimité, même si, à tel ou tel moment, les dirigeants bénéficient de la « cote d'amour » dans les enquêtes d'opinion. La population laisse apparaître son impatience par abstention devant le messianisme et le nationa-

lisme joints aux fanatisme, militarisme et provincialisme qui s'expriment à Washington. Le néoconservatisme fanatique risque d'ailleurs d'alimenter de plus en plus l'islamisme extrémiste.

Sur le plan économique, les États-Unis sont étonnamment fragiles: le pays est le plus endetté du monde car il importe massivement plus qu'il n'exporte; sa dépendance énergétique reste particulièrement élevée et le moindre boycott créerait une situation dramatique. La prise de contrôle de l'Irak ne signifie pas nécessairement que Washington cherchera à inonder le marché pétrolier et à provoquer une chute brutale des prix: celle-ci frapperait de plein fouet leurs propres producteurs. Directement, outre l'Arabie Saoudite, c'est l'Opep en tant qu'organisation qui est visée. En brisant cette organisation, les États-Unis auront tout loisir de pousser à la privatisation du pétrole de l'Irak et d'autres pays du Golfe et d'ouvrir la voie à une prise de contrôle par le truchement de leurs compagnies. C'est cette perspective d'un Irak sous protectorat américain qui expliquerait notamment l'opposition de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine (pour ne citer que ces grands pays) à la guerre et la gestion d'après-guerre, unilatéralement américano-britanniques.

Sur le plan stratégique, l'affaire américano-irakienne révèle cependant un autre élément non moins important. Dès septembre 2001, il est clairement apparu que Washington est décidé à « mener une série

de guerres préventives de désarmement » contre divers pays qui s'attaqueraient à ses intérêts, qui disposent d'armes dangereuses du point de vue américain ou qui, selon lui, ne sont ni avec lui en tant qu'alliés totalement soumis, ni démocratiques ou capitalistes à l'américaine. Certains pays sont nommément désignés, d'autres non. On peut se demander si parmi ces derniers ne se trouveraient pas, aussi, la Russie, la Chine, Israël, le Pakistan, la Syrie ou l'Inde. Personne ne le sait.

Enfin, sur le plan diplomatique, la situation reste complexe: les échecs l'emportent sur les succès. Les États-Unis ne dominent plus véritablement l'O.N.U. et son Conseil de sécurité, ni l'Otan, et s'ils réussissent à mobiliser pour un temps les gouvernants centre-européens en leur faveur, ils perdent pratiquement la Turquie. Sur le plan des alliances, ils deviennent progressivement esseulés, malgré l'immense sympathie dont ils bénéficiaient il y a encore peu de temps<sup>1</sup>. La globalisation sous domination hégémonique provoque du reste un retour vers des entités régionales, entraîne un accroissement des conflits et affaiblit un ordre international de droit, faits qui doivent comporter plus d'inconvénients que d'avantages par les États-Unis.

### **CRISES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES?**

Enfin, en ce qui concerne des institutions internationales, il existe, me semble-t-il, deux lectures des évène-

<sup>1</sup> Il est tout à fait pathétique de voir le secrétaire d'État américain obligé de faire état de la liste « secrète », ou publiée, des pays, quasi tous insignifiants, qui soutiennent les positions des États-Unis et dont le soutien a été acheté ou obtenu par le chantage, un à un, dans des conditions peu dignes.

ments, notamment ceux liés à l'affaire irako-américaine ou à l'alignement des Centre-européens sur l'Amérique. Une première consisterait à simplement à observer, puis à affirmer leur crise profonde, qu'il s'agisse de l'O.N.U., de l'Otan ou de l'Union européenne. Cela implique fort logiquement à chacun de se ranger sur les positions de Washington ou du moins de définir sa politique étrangère en fonction de celles-ci. Une deuxième lecture comporterait des conclusions plus nuancées.

Pendant presque un an, l'O.N.U. a réussi à retarder les bombardements et l'invasion de l'Irak, en privilégiant des inspections de plus en plus efficaces. Certes, elle a montré ses limites, mais quelle institution n'en a pas? Néanmoins, le bon fonctionnement de l'O.N.U. a permis d'identifier qui, illégalement ou sans légitimité, a exercé des menaces d'emploi de la force contre l'Irak et qui a été l'agresseur. L'Otan est devenue par surprise un lieu transatlantique remarquable de débats véritables et de compromis dument institutionnalisés dont les États-Unis et l'Union européenne ont toujours eu et surtout auront fort besoin dans les années à venir. L'Otan me paraît d'autant plus importante que les relations entre les deux côtés de l'Atlantique se sont distendues.

Les pays membres de l'Union européenne ont démontré, très divisés, qu'ils sont capables de resserrer leurs rangs et d'aboutir à un compromis, certes minimaliste mais réel, sauf si l'on écoute exclusivement les voix atlantistes en Europe. Leurs intérêts communs l'emportent d'évidence sur leurs divisions. Sans doute les pays au centre de l'Europe en voie d'adhésion

devraient-ils encore apprendre comment des consultations préalables peuvent éviter des dégâts de part et d'autre au lieu de prendre des initiatives intempestives. Heureusement, les diplomates sont rapides dans leur apprentissage!

### **QUELQUES RÉACTIONS DANS LES PAYS AU CENTRE DE L'EUROPE**

Malgré la modestie relative des manifestations de rue, les opinions publiques centre-européennes restent, majoritairement, opposées à l'invasion de l'Irak, surtout sans mandat de l'O.N.U. Dans certains pays, ce sont seulement des partis extrémistes de gauche ou de droite qui faisaient preuve d'un certain antiaméricanisme sommaire, notamment en Roumanie. Mais, de l'Est à l'Ouest européen, « sur cette question fondamentale, les peuples pensent dans leur majorité la même chose », comme l'a souligné Joschka Fischer. De plus, les déclarations « violemment » proaméricaines se sont faites à la veille de la signature de l'adhésion à l'Otan et s'avéraient donc de diplomatie à court terme. Enfin, les déclarations ont été peu suivies d'effets: des quelque sept-cent-cinquante soldats envoyés pour l'ensemble des pays du centre de l'Europe en Irak, seuls cinquante-quatre Polonais participèrent aux combats.

En République tchèque, quatre jeunes gens se sont immolés par le feu en guise de protestation contre la participation de leur gouvernement à l'attaque contre l'Irak. Le parti le plus important de la coalition gouvernementale, qui est celui du Premier ministre, le parti social-

démocrate a voté une motion anti-guerre à une forte majorité. Le parti communiste est unanime dans son opposition. Même le nouveau président de la République a protesté contre le fait que son pays figure, sans son accord, sur la liste de « coalisés » des États-Unis. La Croatie a eu une réaction semblable. En Slovaquie, tous les partis significatifs dans l'opposition ont condamné un gouvernement soutenant Washington sans consultation du parlement.

En Pologne, depuis que les téléspectateurs ont pu voir des soldats polonais en compagnie de soldats américains en Irak, l'opinion publique aurait subi un changement significatif au détriment de Washington. 59 % des Polonais craignent que le proaméricanisme de leur gouvernement ne rende l'adhésion du pays à l'Union européenne plus difficile. Membre jusqu'à il y a peu encore du gouvernement actuel, le Parti paysan polonais s'oppose à la guerre unilatérale. La question a d'ailleurs soudainement provoqué un débat politique qui, selon certains observateurs, pourrait contribuer à forcer le gouvernement à démissionner et à organiser des élections prématurées en juin 2004.

D'autres réactions dénoncent, par exemple, l'accueil lituanien « trop enthousiaste » d'une délégation géorgienne, marquant imprudemment ainsi une méfiance à l'égard de la Russie, et les déclarations

flamboyantes pro-Washington ou le comportement antigermanique de la présidente lettonne. Nonante pour cent de l'opinion publique ukrainienne dénoncent l'attaque des États-Unis contre l'Irak. Seuls 38 % considèrent que Saddam Hussein est un risque pour la paix, alors que Bush II obtient au même titre 57 %. A la risée des Ukrainiens, les États-Unis ont classé leur pays parmi leurs « alliés ». À l'instar du Premier ministre finlandais, celui de la Slovénie renie sa signature, et son gouvernement rejette toute demande de caractère militaire provenant de l'armée américaine. En Roumanie, la question induit une tension sérieuse entre le président, pro-américain, et le Premier ministre, proeuropéen, à moins qu'il ne s'agisse d'un jeu subtil de répartition des rôles. Les manifestants, comme le président, attaquent en Bulgarie le gouvernement sur ses attitudes pro-Washington. Dans une allocution télévisée, le président Parvanov a critiqué les États-Unis pour avoir lancé leur guerre contre l'Irak. En outre, il a attiré l'attention de ses concitoyens sur le danger que l'attitude du gouvernement puisse rendre plus ardue l'adhésion du pays à l'Union européenne.

Les pays du centre de l'Europe sont-ils finalement pour Washington ou pour Bruxelles? Peut-être, en tout cas, seront-ils, demain, toujours davantage pour le second!

*Nicolas Bárdos-Féltoronyi*